

FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX

Quand les dictatures, en Russie, en Égypte ou à Hong Kong, s'efforcent de réduire au silence toute opposition, quand la population bélarusse réclame avec obstination la transparence démocratique, et que les Birmans sont confrontés au retour de la dictature militaire, les Américains viennent d'en finir avec la mauvaise comédie de la présidence Trump. Le nationalisme demeurant un ennemi mortel du mouvement social, partout et en tout temps,

la victoire de Biden et ses premières mesures en faveur des migrants, des minorités sexuelles et des salariés constituent autant de motifs d'espérance.

Pour autant, l'adjonction des effets de la pandémie, qu'il s'agisse de l'explosion de la précarité, des inégalités mais aussi de la défiance montante vis à vis de gouvernements jugés impuissants, et de l'obstination de nombreux décideurs politiques, notamment dans l'union européenne, à financer le soutien à l'économie par la dette plutôt que par la justice fiscale, nourrissent la montée de colères dont l'extrême Droite ou la Droite nationalistes, racistes et xénophobes paraît partout le seul débouché politique. Même au Portugal, longtemps vacciné par son histoire, les admirateurs de Salazar réapparaissent sur la scène politique à l'occasion des élections présidentielles.

EN FRANCE

En France, la perspective d'une victoire du RN aux présidentielles de 2022, si elle demeure un outil commode de rassemblement autour du pompier pyromane Emmanuel Macron, ne peut cependant plus alimenter les seuls discours conspirationnistes, sauf à ne pas anticiper une situation mortifère pour notre démocratie politique et sociale.

Dans cette situation délétère, l'enjeu pour le mouvement syndical, et donc pour la FSU, est de maintenir des perspectives d'avancées pour les travailleurs.

Cela passe par sa capacité à mobiliser sur des objectifs clairs et rassembleurs.

En dépit du poids anxiogène et naturellement démobilisateur de la situation sanitaire, à l'appel d'une large intersyndicale FSU, CGT, FO, Solidaires, Unef... de nombreux personnels de l'Éducation nationale se sont mis en grève et ont manifesté le 26 janvier, pour les salaires, le respect des métiers et des moyens pour l'École Publique.

Face à un gouvernement qui poursuit sa politique de paupérisation des personnels, de démantèlement des services publics, notamment via la loi 4D, et de dénaturation des métiers dans la lignée des conclusions sans surprise du Grenelle, beaucoup d'enseignants, d'infirmières, d'AED et AESH, mais aussi employés et ouvriers refusent de se résigner à la poursuite de politiques libérales créatrice de toujours plus d'inégalités et de souffrances sociales.

DIVERSIONS

Ils ne sont pas dupes, ni la FSU, des tentatives de diversion et de division des salariés au travers de lois qui prennent prétexte de menaces réelles – celle de la montée des extrémismes et des violences

politiques de tout bord, et notamment des intégrismes religieux – pour imposer une vision répressive, excluante et autoritaire de la Nation.

La FSU - et plus globalement le syndicalisme de luttes et de transformation sociale - sera toujours au premier rang pour défendre les valeurs républicaines – liberté, égalité en droits, justice sociale, laïcité – mais refusera toujours d’assimiler cette juste cause avec la stigmatisation de telle ou telle partie de la communauté nationale. A ce titre, les tentatives d’une partie de la Droite, sous l’œil gourmand du RN, d’assimiler islamisme et musulmans sont déshonorantes, contre productives et intolérables.

Le premier résultat, visible dans les sondages, en est la banalisation accrue de l’extrême Droite, le rapprochement des électorats conservateurs et xénophobes, ouvrant ainsi le champ des possibles, pour le pire.

QUE FAIRE ?

La responsabilité du syndicalisme et plus globalement des forces progressistes n’en est que plus lourde.

Responsabilité pour l’avenir à moyen et long terme : la crise sanitaire, la crise écologique, nécessitent des investissements massifs en matière de service public et de politiques sociales de protection du plus grand nombre. Ceci nécessite une réforme fiscale d’ampleur assise sur des principes de justice sociale et de lutte tant contre la fraude que l’évasion fiscales. L’endettement public qui s’avère nécessaire est pris aujourd’hui comme prétexte pour réengager des politiques d’austérité dont la crise a montré combien elles sont inefficaces. Pour UA, il faut combattre les logiques de spéculation sur les finances des États. Cela nécessite d’autres orientations économiques et sociales sur lesquelles notre syndicalisme doit réfléchir et porter des propositions, d’où l’importance du dialogue intersyndical le plus unitaire possible, avec les associations, dans le cadre de Plus jamais ça et du Pacte pour le pouvoir de vivre."

Des réponses doivent voir le jour rapidement pour faire face aux conséquences sociales dramatiques, résultat de la dégradation de l’économie, mais aussi de l’obstination gouvernementale dans le dogme libéral.

Une augmentation pérenne des minima sociaux doit permettre de compenser les pertes de pouvoir d’achat subies par les plus pauvres, il est également urgent de créer un revenu minimum pour les jeunes, étudiants comme actifs précaires, pour les sortir de la pauvreté dans une période d’autant plus anxiogène.

Des investissements à plus long terme doivent être programmés dans les services publics et notamment dans l’éducation, l’enseignement supérieur et la recherche, absents des plans de relance, n’en déplaise aux deux ministres concernés qui affichent de prétendues priorités.

Les crédits publics en recherche et développement pour la santé sont par ailleurs plus de deux fois inférieurs à ceux de l’Allemagne et ils ont diminué de 28 % entre 2011 et 2018, quand ils augmentaient de 11% en Allemagne et de 16 % au Royaume – Uni sur la même période.

Il n’y a pas de fatalité aux déboires de la recherche française en matière de recherche du vaccin contre le covid mais simplement des choix budgétaires désastreux , qu’il s’agisse de la baisse des

budgets de la recherche publique depuis 10 ans, ou de mauvais choix industriels voire d'erreurs stratégiques de la recherche privée (Sanofi, Institut Pasteur...).

Cette crise sanitaire souligne la nécessité d'un pôle public du médicament en France ; alors que les profits s'accumulent pour l'industrie pharmaceutique, le brevet du vaccin doit passer dans le bien commun afin de permettre à l'ensemble de la population mondiale d'y accéder.

Le développement des services publics, du secteur public source de cohésion et d'égalité sociales doit également être garant de l'accès de toutes et tous aux biens essentiels.

Alors que se profile la perspective d'une répétition du duel entre libéralisme autoritaire et nationalisme xénophobe au second tour des élections présidentielles, avec une issue de plus en plus incertaine, le dialogue entre le syndicalisme de transformation sociale et les forces politiques de Gauche, dans le respect de l'indépendance de chacun, relève désormais d'une urgente nécessité.

Qui ne voit enfin que la mobilisation des salariés passe par la recherche de l'unité d'action sur des objectifs rassembleurs, notamment la répartition des richesses, les salaires et l'emploi ?

Qui ne voit que le rassemblement organique du syndicalisme de lutte et de négociation s'impose pour rééquilibrer le rapport de force entre dominés et dominants ?

Qui ne voit que d'autres mobilisations seront nécessaires pour faire entendre la voix des salariés lorsque le temps médiatique donnera la priorité aux affrontements politiques partisans ?

Les brouillards dissipés, on y verra mieux. Alors vivement le printemps !